

Kinshasa va au-devant d'une crise majeure

- L'accord de la Saint-Sylvestre entre opposition et majorité est en échec.
- Le peuple congolais, touché aussi par une grave crise économique, est au bord de l'implosion.
- Dans le grand Kasai, les tueries se succèdent et beaucoup s'interrogent sur le rôle de Kinshasa.

3

Jours de mobilisation

Journée ville morte le 3 avril, grève générale le 5 et marche nationale le 10, le bras de fer entre l'opposition, qui veut mobiliser le peuple, et le pouvoir, est lancé. L'avenir des négociations dépendra beaucoup de la capacité de l'opposition à mobiliser la rue.

Analyse Hubert Leclercq

Les évêques congolais de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), qui avaient accepté de jouer les médiateurs entre la majorité au pouvoir et l'opposition congolaise, ont jeté l'éponge ce 28 mars. L'accord de la Saint-Sylvestre, qui devait permettre la mise sur pied d'un gouvernement de large ouverture, présidé par le Rassemblement de l'opposition et, dans la foulée, l'organisation de l'élection présidentielle avant la fin de cette année 2017 est enterré. Dans l'attente de ce scrutin, l'accord prévoyait aussi que le président Joseph Kabila, dont le second et dernier mandat s'est terminé le 19 décembre dernier, demeure en place.

Les évêques, soucieux de ne pas jeter de l'huile sur le feu, n'ont pas osé l'affirmer aussi radicalement, ils se sont contentés de constater l'échec des négociations, ont rejeté la responsabilité sur les deux parties et ont appelé le président Kabila à arbitrer le litige.

La rue gronde

Dès l'annonce de cet échec, la rue a exprimé spontanément sa colère. A Kinshasa, d'abord, à Goma, dans l'est, ensuite. Sans le moindre mot d'ordre, la rue a grondé, lançant un clair avertissement au pouvoir mais aussi à l'opposition et à la communauté internationale. "La rue ne veut plus de Kabila, elle ne veut plus non plus de négociations", explique un diplomate européen installé à Kinshasa. "La rue a le sentiment de s'être fait gruger. On lui a dit de ne pas manifester son mécontentement pour

laisser la place à des négociations entre politiciens. Aujourd'hui, elle constate que cela n'a abouti à rien. Ce qui est certain, pour ces millions de Congolais, surtout dans les grandes villes, c'est que la crise économique s'aggrave chaque jour. On est sur un baril de poudre qui ne demande qu'à exploser", continue le diplomate "très inquiet".

Dès l'annonce de cet échec, l'UDPS, formation de feu Etienne Tshisekedi et principal acteur du Rassemblement de l'opposition, a appelé, par la voix de son secrétaire général Jean-Marc Kabund-a-Kabund, le peuple congolais à se prendre en charge et à descendre dans les rues de tout le pays le 10 avril pour manifester son mécontentement face "à la non-application de l'accord de la Saint-Sylvestre et la présidence à vie programmée par Monsieur (Joseph) Kabila". L'ancien gouverneur du Katanga Moïse Katumbi a également appelé à la mobilisation.

Début du bras de fer

Dans les chancelleries internationales, l'angoisse est perceptible. Toutes craignent un embrasement du pays et appellent les deux camps à se remettre autour de la table de négociations.

Du côté belge, ce mercredi soir, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, tout en condamnant les violences au Kasai (voir ci-dessous), a lancé un appel pour le respect de l'accord de la Saint-Sylvestre. "Plus que jamais, l'accord politique du 31 décembre 2016 doit être mis en œuvre fidèlement. Cela nécessite la nomination d'un Premier ministre mis en avant par l'opposition, de même que l'organisation d'élections justes et transparentes en 2017. Des mesures urgentes doivent être

Retour à la table des négociations ?

"Je pense que nous allons reprendre notre mission de bons offices", explique un évêque à "La Libre". "Il faudra cette fois encadrer très précisément cette négociation, ce sera une condition sine qua non", poursuit-il.

L'annonce du prochain passage du président Kabila devant le Congrès congolais suscite beaucoup de questions. "Un discours rassembleur", annoncent ses proches. D'autres craignent une fuite en avant et la volonté de "prendre de cours l'opposition en posant le constat que rien ne peut aboutir et qu'il faut donner la parole au peuple. Donc, lancer la piste d'un grand référendum".

5

Provinces

Cinq provinces sont à présent touchées par la révolte villageoise contre l'Etat et ses symboles, révolte qui a débuté par un conflit particulier au Kasai central, des autorités locales refusant de reconnaître un chef traditionnel conformément à la loi, pour lui préférer un autre.

prises pour rétablir les droits et libertés, comme prévu dans l'accord." La formule sur la désignation du Premier ministre, point d'achoppement de cet accord, est particulièrement vague mais elle a le mérite de rappeler que le futur chef du gouvernement doit venir des rangs de l'opposition.

"Pas là que pour les chrysanthèmes"

Le président Kabila, toujours prompt au silence, a annoncé qu'il allait très prochainement se présenter devant les chambres réunies "pour un grand discours fédérateur", explique un proche du pouvoir qui poursuit: "L'opposition veut mettre la pression, mais c'est elle qui bloque tout en refusant de présenter une liste de trois noms pour le poste de Premier ministre. Elle veut obliger le chef de l'Etat à se plier à ses desiderata. Le président n'est pas un secrétaire obligé de signer n'importe quel document. Il doit pouvoir choisir, même sur une liste restreinte."

Du côté de l'opposition, cette exigence est inacceptable. "L'accord de la Saint-Sylvestre, dans son article III est très clair: L'opposition désigne son Premier ministre, notez le singulier, qui est nommé par le président", explique un des négociateurs de l'opposition. Le blocage est total, les deux camps se font face et la communauté internationale espère qu'un accord pourra être trouvé grâce à la bonne volonté des uns et des autres. "Une attitude hypocrite, reprend Marc, informaticien à Kinshasa. Le blocage est sur la table depuis près de cinq mois. Kabila ne cédera pas. L'opposition, elle, sent qu'elle ne peut plus reculer. Poussée dans le dos de toutes parts, elle a beaucoup concédé au clan présidentiel. Le peuple congolais veut le changement. L'opposition a encore le peuple derrière elle. Mais si elle ne se montre pas ferme, elle le perdra et pourrait faire le jeu de n'importe quel aventurier."

On commence à découvrir l'ampleur de la répression au Kasai

Le Conseil de sécurité de l'Onu devrait voter "à l'unanimité" ce vendredi, assure l'AFP qui a vu le projet de résolution, une réduction de 7% des effectifs de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo).

La Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme et ses associations affiliées au Congo avaient pourtant plaidé en faveur d'un renforcement de la Monusco, "l'intensification des violences" laissant "craindre un embrasement généralisé" de l'ancienne colonie belge. Paris avait mis en garde contre des réductions drastiques chez les casques bleus alors que le pays attend des élections fin 2017 et que les foyers de violences armées se multiplient - Ituri, Nord-Kivu, Tanganyika et Grand Kasai.

Un soulèvement évitable

Cinq provinces du Grand Kasai sont affectées par un soulèvement paysan depuis août 2016. Ce dernier est dû au refus des autorités locales de reconnaître, comme la loi le prévoit, le nouveau chef des Bajila Kasanga - sous-groupe des Lubas du Kasai - désigné par les autorités traditionnelles, pour lui préférer un homme à leur solde. Le vol des objets rituels de pouvoir et des violences contre son épouse avait poussé le chef à la révolte; tué dans un affrontement, son

corps avait été profané et privé de l'enterrement rituel, ce qui a provoqué un soulèvement généralisé de villageois fatigués d'être pressurés par les autorités administratives, la police et les militaires sans que l'Etat - ni les députés ou ministres nationaux originaires du Kasai - travaillent à développer la région, privée de tout.

Si les autorités viennent de s'accorder avec la famille du chef lésé, Kamwina Nsapu, pour la restitution de son corps - indispensable, selon les croyances locales qui lui attribuent des pouvoirs magiques - il leur aura fallu neuf mois pour ce simple geste. En neuf mois, la révolte très localisée s'est étendue à cinq provinces du Grand Kasai bien qu'elle ne paraisse pas être très organisée. Il n'est pas sûr que ce premier geste d'apaisement suffira à éteindre l'incendie.

Car, en neuf mois, le gouverneur de province du Kasai central, Alex Kande, et Kinshasa, ont choisi la voie de la répression aveugle. Plusieurs fois dénoncée, on en découvre peu à peu l'ampleur.

Ainsi, le 18 mars, poussée par la pression internationale, la justice militaire congolaise a annoncé avoir

arrêté sept de ses militaires accusés de crimes de guerre - d'abord récusés par Kinshasa - contre des militants présumés de Kamwina Nsapu, alors que des enquêteurs de l'Onu ont dénombré dix fosses communes rien qu'à Demba et Tshimbulu, où est née la révolte. Les enquêteurs étudient des "allégations très sérieuses" à propos d'autres tombes collectives. Une enquête administrative a été ouverte contre Alex Kande.

10

Fosses communes

Elles ont été retrouvées en deux endroits seulement. Des "allégations très sérieuses" en évoquent d'autres.

Deux experts de l'Onu assassinés

Deux enquêteurs de l'Onu - une Suédoise et un Américain - ont été assassinés au Kasai central et l'Onu fait pression pour que "justice soit

faite" alors que Kinshasa assure enquêter sur ces crimes. La découverte des corps - l'experte suédoise a été décapitée, son confrère américain non - a été annoncée mercredi, juste après que la police congolaise eut accusé les miliciens Kamwina Nsapu d'avoir massacré et décapité 39 des siens dans une "embuscade". Cette dernière annonce n'a été étouffée d'aucune image ni témoignage jusqu'ici.

MFC